



## Westminster & City News

NUMÉRO 16

Du 17 avril au 23 avril 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

**L'inflation a commencé à ralentir en mars** - L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 1,5 % en mars contre 1,7 % en février. Le ralentissement s'explique principalement par la baisse des prix du pétrole, ainsi qu'à la baisse de l'inflation sous-jacente de 1,7 % en février à 1,6 % en mars. Les prix des vêtements ont enregistré la baisse la plus importante, se contractant de 1,2 % en mars. L'*Office for National Statistics* (ONS) a indiqué que les prix de mars étaient globalement peu affectés par la crise de Covid-19. La publication de l'inflation d'avril sera très attendue, révélant les premiers effets de la crise sur les prix, mais l'ONS devra faire face à des difficultés techniques, notamment car 45 % des prix observés chaque mois sont collectés de manière physique habituellement. L'inflation devrait continuer à ralentir sur les prochains mois pour finir l'année à 1,1 % selon le consensus économique réalisé par le *HM Treasury*.

**Les premières estimations du PMI chutent à un nouveau niveau record en avril** - L'indice d'activité de Markit est tombé à 12,9 en avril (contre 36,0 en mars), reflétant l'impact négatif du Covid-19 sur l'activité britannique. Le PMI manufacturier s'est établi à 32,9 alors que le PMI des services a chuté à 12,3. L'enquête indique une diminution importante des commandes et du taux d'emploi. Seules les entreprises liées au secteur médical, à la production alimentaire et à la vente en ligne anticipent une amélioration de leur situation. Selon Markit, le niveau actuel du PMI indiquerait une perte d'activité de l'ordre de 7 % au T2. Cependant l'indice ne prend pas en compte le secteur de la vente au détail et les travailleurs indépendants, l'activité pourrait donc décliner de façon bien plus importante. Le scénario illustratif de l'OBR, qui anticipe une contraction de 35 % au T2, serait plausible d'après plusieurs économistes, dont le gouverneur de la Banque d'Angleterre A. Bailey.

**Le taux de chômage a augmenté à 4 % en février contre 3,9 % au trimestre précédent** - Le taux de chômage a été poussé à la hausse par l'augmentation du taux de population active (+ 2,7 % en février). Le taux d'emploi a également augmenté à 76,6 % (contre 76,2 % l'année précédente), un niveau record au Royaume-Uni. La croissance des salaires s'est établie à 1,2 %, en ralentissement continu depuis le pic de 2,0 % en juin 2019. La croissance des salaires et le taux d'emploi devraient s'affaiblir considérablement au cours des prochains mois en raison de la crise de Covid-19. Les demandes de prestations sociales (+ 1,8 million d'inscription au *Universal Credit* depuis début mars) ainsi que les inscriptions au mécanisme de chômage partiel du gouvernement (2,2 millions d'employés inscrits les deux premiers jours) indique

une détérioration significative du marché du travail. D'après le think-tank, Resolution Foundation, le taux de chômage pourrait atteindre 10 % au T2 2020.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

**La City devrait prolonger les dispositifs de télétravail même après le déconfinement** – Alors que le gouvernement britannique a averti que des mesures de restriction pourraient se maintenir au moins jusqu'en juin, les services financiers s'organisent selon un calendrier différent. JPMorgan, Goldman Sachs, Morgan Stanley et HSBC devraient poursuivre le télétravail pour leurs employés pendant l'été, tout comme les gestionnaires de fonds, Hermes ou Allianz Global Investors. Ils devraient privilégier un retour par rotation d'équipe lors du déconfinement. Dans l'attente, ces entreprises continuent de s'assurer que leurs personnels disposent de toute la technologie nécessaire pour continuer à travailler à domicile, y compris sur des fonctions clés comme le contrôle interne ou le *trading*. Les directives du gouvernement relatives aux mesures de distanciation sociale empêchent de nombreuses grandes entreprises de la City de confirmer les contrats de leurs stagiaires et le retour de l'ensemble de leur personnel aux bureaux une fois le confinement levé, faute d'espace suffisant.

**Le RU lance un plan de soutien d'1,25 Md£ pour les entreprises de la tech et de la R&D** – Ce plan, très attendu, se décompose en deux volets : (i) le programme *Future Fund*, contribution de l'État de 250M£ à un fonds de co-investissement privé de capital risque d'au moins 250 M£, pour un montant total de 500M£ ; (ii) un programme de 750M£ pour les entreprises spécialisées dans la R&D sous forme de subventions et prêts, mis en œuvre par *Innovate UK*, l'agence nationale de l'innovation, et qui sera destiné en priorité à ses 2 500 membres actuels. Sont éligibles au *Future Fund* les start-ups non cotées, enregistrées au RU, qui pourront recevoir entre 125 000£ et 5 M£ à condition que les fonds soient au moins égalés par des investisseurs privés et qu'elles aient levé au moins 250 000£ auprès d'investisseurs privés au cours des cinq dernières années. Le prêt du gouvernement sera automatiquement converti en une participation au capital de la start-up avec une décote de 20% par rapport aux autres investisseurs, sauf si la dette est remboursée dans les trois ans.

**HSBC Global Asset Management lance trois nouveaux fonds dans sa gamme multi-actifs durables** - HSBC Global Sustainable Multi-Asset Cautious, HSBC Global Sustainable Multi-Asset Dynamic et HSBC Global Sustainable Multi-Asset Adventurous vont être disponibles pour les investisseurs britanniques et gérés parallèlement aux portefeuilles durables multi-actifs lancés en octobre 2018. Ces fonds vont investir selon des stratégies d'investissement durables pour prendre en compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'objectif de ces fonds sera d'obtenir un score ESG moyen plus élevé et une intensité carbone de portefeuille plus faible que le marché. Le profil de risque individuel de chaque fonds déterminera la répartition des actifs et sera régulièrement revu et ajusté.

**L'Investment Association dévoile sa nouvelle cohorte dans le cadre de son accélérateur de Fintech** - Cinq nouvelles Fintech ont été sélectionnées pour participer au programme *Engine* (ex-Velocity) de l'*Investment Association* (IA), fédération professionnelle des gestionnaires d'actifs britanniques. Les start-ups choisies pour participer au programme sont Exabel, qui vend des outils logiciels aux gestionnaires actifs, Fundipedia, une plateforme de gestion de données, Ipushpull, un système de partage de données et d'automatisation des flux, KiteEdge, qui aide les entreprises à extraire des analyses à partir d'informations écrites, et Rungway, une plateforme de conseil sur le lieu de travail. Ce programme de six mois vise à mettre en relation les jeunes entreprises Fintech avec les grands gestionnaires d'actifs pour les aider à numériser leurs processus. L'IA a souligné le rôle essentiel de la technologie pendant la crise du Covid pour surmonter les difficultés opérationnelles, créer des gains d'efficacité et accroître la compétitivité.

**Les fonds d'investissement britanniques enregistrent des sorties nettes mensuelles record** - En mars 2020, 8,7 Md£ ont quitté les fonds domiciliés au RU, un chiffre supérieur de 1,7 Md£ au pire mois de la crise financière. Les fonds de *fixed income* ont été les plus touchés, enregistrant également leur plus forte sortie nette en un seul mois, avec 5,5 Md£ provenant des fonds obligataires, les réductions de taux d'intérêt et les interventions de la banque centrale n'ayant pas réussi à apaiser les investisseurs. Les cinq fonds alternatifs les plus touchés par les sorties de capitaux (pertes de 3 Md£ au cours du dernier trimestre) sont Invesco en tête, suivi de BNY Mellon, Jupiter, Aviva Investors et ASI's GARS. Les sociétés de fonds dont l'offre est majoritairement active ont connu les pires flux, les dix premiers groupes ayant enregistré les sorties nettes les plus importantes à près de 6,4 Md£ par rapport au mois précédent.

## **BANQUES & ASSURANCES**

**Le gouvernement pourrait mettre en place une garantie pour les contrats d'assurance-crédit** – Selon une information de [Sky News](#), le gouvernement et le secteur de l'assurance réfléchissent à un mécanisme de garantie (« *backstop* ») pour les contrats d'assurance-crédit, dont les demandes d'indemnisation en lien avec la crise de Covid-19 pourraient s'élever à plusieurs centaines de millions, voire milliards, de livres sterling. La fédération des assureurs britanniques (ABI) attend le retour du gouvernement après lui avoir transmis une première proposition. En parallèle, pour tenter de calmer la [colère](#) qui monte contre la non-prise en charge par l'industrie des retombées économiques de la crise, l'assureur [Admiral](#) va reverser à ses clients une somme de 25 £ par véhicule assuré (soit plus de 110 M£ au total), compte tenu de la baisse des demandes d'indemnisation en lien avec le confinement. Ceci pourrait inciter le reste de l'industrie à prendre des mesures similaires.

**Des associations professionnelles demandent plus de transparence concernant la mobilisation des banques au sein du programme de prêts garantis par l'État (CBILS)** – Plusieurs associations professionnelles (*Federation of Small Businesses, Institute of Directors*) [ont appelé](#) UK Finance à publier le montant total des prêts octroyés par chaque banque dans le cadre du programme CBILS. Ces données permettraient d'éclairer le choix des petites entreprises lorsqu'elles se tournent vers le secteur bancaire pour demander un prêt, et d'identifier les banques peu mobilisées au sein du programme. Selon ses propres données, NatWest aurait déjà validé 5 600 prêts CBILS, d'une valeur totale de 937 M£. Ceci représente environ un tiers de la valeur (2,8 Md£) et du nombre (16 600) totaux de prêts octroyés à travers le programme, selon les [derniers chiffres](#) de UK Finance. Plus tôt dans la semaine, le chancelier [Rishi Sunak](#) s'était prononcé contre la proposition d'accroître la garantie du gouvernement à 100 % de la valeur des prêts.

**La FCA manque de moyens pour encadrer le déploiement du programme de prêts garantis par l'État (CBILS)** – Sensible aux critiques d'associations professionnelles et de membres du Parlement concernant certaines pratiques des banques observées dans le cadre du programme CBILS, le directeur par intérim de la FCA Chris Woolard a écrit aux directeurs des banques pour les exhorter à traiter leurs clients de manière juste et équitable. La FCA a également créé une nouvelle entité chargée de s'assurer que les petites entreprises soient traitées de manière appropriée par les sociétés financières sous sa juridiction. Chris Woolard a cependant admis que les moyens de son organisation étaient "limités" pour influencer le comportement des banques mobilisées dans le cadre du CBILS. Selon lui, les pouvoirs de la FCA pourraient être étendus dans l'après-crise pour couvrir la supervision des prêts aux entreprises.

**HSBC et NatWest poursuivent leurs restructurations malgré la crise** – Malgré sa promesse de suspension de la grande majorité des licenciements annoncés en début d'année, HSBC va procéder selon [Reuters](#) au remplacement des responsables régionaux de sa banque d'investissement. Par ailleurs, le poste du directeur des opérations de la banque d'investissement, sur le départ, ne sera pas remplacé car HSBC entend fusionner les fonctions support de sa banque d'investissement et de sa banque commerciale. [NatWest](#) de son côté continue dans ses efforts de réduction d'effectifs avec la suppression de plus de 30 postes chez Aptimise, son service numérique de paiements et de facturation pour les petites

entreprises. Le groupe poursuit séparément la suppression d'environ 130 emplois dans sa banque d'investissement déficitaire NatWest Markets.

**L'épidémie de Covid-19 pourrait déclencher une vague de prêts à l'immobilier commercial non-performants** – Selon un rapport de la Cass Business School cité par [Bloomberg](#), l'épidémie de Covid-19 pourrait engendrer plus de 10 Md£ de pertes sur les prêts immobiliers octroyés aux magasins et centres commerciaux britanniques. La valeur totale des prêts immobiliers commerciaux non-performants, en augmentation graduelle depuis 2016, avait atteint 2,9 Md£ au RU en 2019.

**Metro Bank épinglée pour non-respect de ses obligations d'informations de la clientèle** – L'autorité de la concurrence a [condamné](#) Metro Bank à rembourser 11,4M£ à 128 564 de ses clients pour ne pas les avoir avertis des frais pour découvert non autorisé dont ils allaient faire l'objet, comme l'exige la réglementation bancaire britannique. Metro Bank s'est engagée à rembourser ses clients d'ici l'été 2020.

**UK Finance annonce le lancement d'un nouveau programme de lutte contre les SMS frauduleux** - Dans le cadre d'une [initiative](#) intersectorielle en cours qui rassemble industrie mobile, secteur financier et le Centre national de la cybersécurité, un registre a été mis en place pour permettre aux organisations publiques ou privées de protéger les identifiants qu'elles utilisent lors d'envois de SMS. Cinquante marques de banques et d'administrations publiques sont actuellement protégées dans le cadre de cette initiative, avec 172 identités d'expéditeurs de confiance enregistrées à ce jour. Dans le même temps, une liste noire des identifiants frauduleux a été établie pour bloquer leurs envois (400 identités d'expéditeurs à ce jour, dont 70 liées à la crise du Covid-19).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 23 avril 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.